

à propos

Le magazine du
KOFF pour la

promotion de la paix



Prévenir l'extrémisme violent

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

Prévention de l'extrémisme violent :
changement de paradigme ou évolution d'une approche ?

2

dossier

Leçons tirées de la lutte contre l'extrémisme violent

Action auprès de la jeunesse à risque : résumé de l'expérience
acquise

Les femmes, instrumentalisées dans la prévention de
l'extrémisme violent ?

L'entente interreligieuse pour lutter contre l'extrémisme violent

Une approche innovante pour prévenir l'extrémisme violent

Au-delà de l'extrémisme violent

Plan d'action de politique étrangère de la Suisse pour la
prévention de l'extrémisme violent

L'extrémisme violent, un défi pour les programmes de la DDC

3

pour aller
plus loin

Étude exploratoire sur la radicalisation djihadiste en Suisse

Le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent

Les relations comme rempart contre la radicalisation : l'exemple du
Kenya

4

actualité

swisspeace / KOFF

Membres du KOFF

Organisations internationales partenaires

5

calendrier

Événements

editorial

Depuis quelque temps, le concept de prévention de l'extrémisme violent est au cœur des discours des gouvernements, des organisations internationales et des acteurs non étatiques. Les sanglants attentats qui ont eu lieu ces dernières années un peu partout dans le monde soulignent en effet plus que jamais la nécessité d'apporter une réponse à ce phénomène, qui soit plus convaincante que les mesures principalement répressives et militaires mises en œuvre dans le cadre de la « guerre mondiale contre le terrorisme ».

La prévention de l'extrémisme violent est-elle un véritable changement de paradigme dans la lutte contre le terrorisme ? Quels sont les aspects à prendre en compte si l'on veut faciliter la mise en œuvre de cette approche ? Quelles sont les conséquences sur les rôles assignés aux jeunes et aux femmes en particulier ? Enfin, quelles sont les mesures et activités déjà entreprises par les organisations suisses gouvernementales et non étatiques ? Ce numéro d'à propos, le dernier de l'année 2016, nous apporte quelques éléments de réponse.

Marie Seidel, rédactrice

point fort

Prévention de l'extrémisme violent : changement de paradigme ou évolution d'une approche ?



Employés dégageant les décombres du restaurant The Village après le double attentat suicide perpétré par le groupe extrémiste Al-Shabaab à Mogadiscio, en Somalie. Septembre 2013. Photo AU-UN IST / Stuart Price

Après les attentats du 11 septembre 2001, les membres de la communauté internationale se sont engagés dans la lutte contre le terrorisme et apporté une réponse militaire brutale. Pourtant, le nombre d'attaques terroristes et de victimes a considérablement augmenté et de nouveaux groupes terroristes puissants sont apparus. L'approche émergente de prévention de l'extrémisme violent accorde désormais une plus grande attention aux solutions alternatives dites « douces ». Reste à savoir s'il s'agit d'une réelle évolution du contenu ou d'une simple adaptation sémantique.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001 en particulier, dans le cadre de la « guerre mondiale contre le terrorisme », les organisations internationales et les pays donateurs se sont lancés dans diverses initiatives de lutte contre le terrorisme. Selon cette approche

simpliste, le terrorisme est perçu comme une forme d'activité criminelle et subversive dirigée contre l'Occident et ses valeurs. Les pratiques antiterroristes ont cependant montré une forte propension aux violations aggravées des droits humains et des lois internationales. Certains pays ont également instrumentalisé les mesures antiterroristes pour réduire au silence l'opposition politique et faire taire les critiques. Les actes commis par les forces de sécurité américaines dans la prison d'Abu Ghraib en Irak, la pratique répandue des détentions illégales et des « restitutions », mais aussi les personnes détenues sans aucune charge à Guantanamo depuis des années sont autant de preuves de l'échec de cette approche. Le nombre d'attaques terroristes et de victimes a considérablement augmenté ; de nouveaux groupes terroristes puissants sont apparus ; les territoires contrôlés par ces organisations sont encore plus vastes ; les combattants étrangers sont toujours plus nombreux à franchir les frontières pour rejoindre des groupes terroristes ; et ces dernières années, les attaques ont atteint de nouveaux sommets en matière de cruauté et de perversion.

Prenant lentement conscience de l'inefficacité et du caractère contre-productif de ces approches, les décideurs politiques et les conseillers en sécurité ont commencé à chercher des solutions alternatives. C'est sans doute, en résumé, ce qui explique l'émergence de la prévention de l'extrémisme violent. Depuis quelques années, cette approche est au cœur des discours des gouvernements, des organisations internationales et des acteurs non étatiques.

La prévention de l'extrémisme violent vise à traiter les causes structurelles et les facteurs aggravants qui sont à l'origine des injustices et donc du développement de l'extrémisme violent. Elle cherche à identifier les individus et les groupes vulnérables ainsi que les signes précoces de radicalisation, et à atténuer les risques par le biais de l'engagement, de l'éducation et des contre-discours. Cette approche met l'accent sur l'engagement de la communauté, sur le rôle des organisations de la société civile, sur les partenariats entre les acteurs étatiques et non étatiques, ainsi que sur la nécessité d'apporter des réponses adaptées au contexte. Le consensus de plus en plus large selon lequel « une idéologie ne peut être combattue par des armes, seulement par de meilleures idées » renferme un projet prometteur et ces approches « douces » sont un phénomène assez récent dans l'univers de la lutte contre le terrorisme.

Il ne faut toutefois pas oublier que la plupart de ces approches sont largement empruntées à différents domaines tels que la police de proximité, la gouvernance, la gestion des risques, le travail social et la promotion de la paix. Dans ce contexte, la prévention de l'extrémisme violent n'est pas tant un changement de paradigme dans la lutte contre le terrorisme qu'une réponse adaptée à l'évolution des menaces de sécurité et des défis posés par l'extrémisme violent, dont le but est de dépasser les limites de la riposte sécuritaire traditionnelle.

La prévention de l'extrémisme violent doit également faire face à une multitude de défis. On associe ainsi à ce concept, dans les discours et les pratiques politiques, certains termes – généralement tenus pour acquis alors même qu'ils sont dépourvus de définition claire et communément admise – dont l'emploi reste litigieux, comme les notions d'extrémisme et de radicalisation. La prévalence malencontreuse des organisations islamistes parmi les groupes terroristes actifs a rendu très difficiles les interprétations et l'utilisation de ces mots, qui sont souvent reliés à l'islam ou aux musulmans. Il n'existe par ailleurs aucun

indicateur précis permettant de déterminer si quelqu'un est radicalisé ou d'évaluer la vulnérabilité d'un individu. Le manque de définitions claires de la prévention de l'extrémisme violent en tant que telle a aussi compliqué son application dans la pratique. En effet, ce qui n'est pas défini ni assorti d'indicateurs précis ne peut être mesuré ou évalué.

Un autre problème majeur est d'une part qu'il n'existe pas de consensus concernant les composantes du radicalisme ou de l'extrémisme, et d'autre part que le fait même d'essayer de définir ces concepts pourrait mettre à mal les fondamentaux de la liberté d'expression. Il est donc difficile de s'entendre sur un ensemble de normes claires et mesurables indiquant ce qui doit être considéré comme extrême ou radical. L'extrémisme est en effet un concept relatif, ce que résume très bien (quoique de manière simpliste) le cliché selon lequel « le terroriste des uns est un combattant de la liberté pour les autres ».

Pour finir, la prévention de l'extrémisme violent est conçue comme une réponse impliquant l'ensemble du gouvernement et nécessitant la coopération et la coordination d'un grand nombre de ses secteurs afin de s'attaquer aux causes structurelles du terrorisme. Réunir un panel aussi diversifié d'acteurs est une tâche immense. Au vu des évidentes divergences politiques, économiques et culturelles entre les pays, la difficulté est d'autant plus grande pour la coopération internationale, indispensable dans cette approche qui s'attaque au phénomène transnational du terrorisme.

On pourrait soutenir que si la prévention de l'extrémisme violent visait seulement à changer la terminologie employée afin de la rendre plus inclusive et de combattre les idées fausses, ses intentions ne seraient pas fondamentalement mauvaises. En dépit de tous les défis à surmonter, cela pourrait aider à combattre les perceptions négatives causées par la lutte contre le terrorisme, à la condition que la mise en œuvre soit irréprochable. À supposer que l'on ait des attentes plus élevées, cette nouvelle approche pourrait jouer un rôle important dans la prévention du terrorisme par des mesures « douces » si elle est conçue de façon adaptée au contexte, si tous les acteurs peuvent réellement se l'approprier et, enfin, si les gouvernements (des pays donateurs comme bénéficiaires) s'engagent à respecter ses valeurs essentielles. Autrement, il n'en résultera qu'un changement sémantique sans incidence sur le fond.

Le présent article est une version légèrement modifiée d'un article de Tuemay Aregawi Desta, publié dans le Horn of Africa Bulletin (janvier-février 2016).

[Programme du secteur de la sécurité de l'IGAD](#)

Tuemay Aregawi Desta

tuemay.aregawi@igad.int

Responsable de la lutte contre le crime organisé transnational

links

- [Lire l'article dans son intégralité \(en anglais\)](#)
 - [Horn of Africa Bulletin](#)
 - [Life & Peace Institute](#)
-

Leçons tirées de la lutte contre l'extrémisme violent



Les jeunes de deux clans prennent le temps de faire connaissance, Somalie, 2015. Interpeace

Lutter contre l'extrémisme violent est une priorité de la communauté internationale. Les méthodes classiques ont cherché à répondre à ce phénomène par un cadre de mesures sécuritaires, ce qui s'est souvent traduit par une intervention militaire visant à « contrer » la menace que représentaient les groupes armés. Mais cette approche coûteuse doit encore prouver son efficacité, car elle aggrave souvent plus les tensions qu'elle ne les apaise. Interpeace, forte d'une expérience dans 23 zones de conflit dans le monde, a constaté que les stratégies de lutte contre l'extrémisme violent devaient davantage tenir compte de deux éléments clés :

Premièrement, les acteurs internationaux doivent envisager la violence d'un point de vue local. De 2005 à 2011, la réponse de la communauté internationale à la piraterie somalienne a été de renforcer la sécurité des navires à grands frais. Réalisant que les pirates détenaient le monopole de l'information et se présentaient comme des combattants de la liberté luttant contre l'impérialisme occidental, Interpeace a mis en place des unités audiovisuelles mobiles présentant des images tournées par d'autres communautés qui expliquaient comment la piraterie transgressait les valeurs somaliennes et musulmanes. À la suite de la projection de ces images, les communautés locales ont pris elles-mêmes des mesures contre les pirates. Il est essentiel de comprendre la violence d'un point de vue local pour mettre au point une stratégie appropriée et éviter de renforcer

les discours tenus par les groupes violents.

Deuxièmement, il est impératif de s'intéresser davantage aux capacités de résilience locales. Selon l'expérience d'Interpeace, même dans les situations les plus difficiles, les gens développent des capacités de réaction et élaborent des stratégies en faveur de la paix. Prenons la Libye : étant donné ce qu'ont vécu les Libyennes et Libyens, on peut s'étonner de voir que le pays soit resté relativement pacifique. Les recherches visant à établir une cartographie de la paix menées par Interpeace sur les communautés stables ont permis d'identifier des facteurs communs de résilience. Les communautés dotées d'un leadership bien établi, d'une forte cohésion sociale, d'une identité positive et inclusive et ayant la volonté d'apprendre des autres communautés sont plus susceptibles de rester pacifiques. La réponse internationale devrait s'appuyer sur ces atouts si elle souhaite agrandir ces îlots de stabilité.

[Interpeace](#)

Alexandre Munafò

munafo@interpeace.org

Head of Global Engagement

[links](#)

- [Interpeace](#)

dossier

Action auprès de la jeunesse à risque : résumé de l'expérience acquise

Entretien avec Marc Probst, directeur de la Swiss Academy for Development (SAD)

swisspeace : Pouvez-vous décrire l'action de la SAD en quelques mots ?

Marc Probst : Depuis 1991, la SAD soutient les opportunités de développement pour les enfants et les jeunes adultes dans 19 pays, dont la Suisse. Elle s'appuie sur le sport et les jeux pour transformer de manière durable la vie des jeunes marginalisés et défavorisés, et leur permettre de devenir des citoyens instruits, en bonne santé, intégrés dans la vie active et impliqués dans la société.

Comment identifiez-vous les groupes à risque et comment agissez-vous efficacement auprès d'eux ?

Notre expérience de longue date dans de nombreux pays nous permet aujourd'hui d'affirmer qu'il est crucial d'agir à la base des problèmes, main dans la main avec les partenaires locaux. Ce sont ces derniers qui sont le plus à même de remarquer des changements d'attitude et de comportement indiquant que certains jeunes ou groupes basculent dans l'extrémisme. Cette démarche nous permet de tirer profit de la compréhension qu'ont nos partenaires du contexte local et de créer un contact plus personnel avec les groupes qui en ont le plus besoin.

Quels sont les indicateurs de risque en matière de radicalisation ?

On constate que l'extrémisme prospère particulièrement dans les zones touchées durablement par un chômage élevé. Nous savons également qu'une culture de stigmatisation peut pousser certains individus vers la violence. Toutefois, les processus de radicalisation sont très complexes, difficiles à anticiper et à prévoir, et nous manquons de données statistiques fiables à ce sujet. Si la pauvreté et le chômage sont souvent propices à la radicalisation des jeunes, certains extrémistes violents sont également issus de milieux aisés et favorisés.

Il est indispensable de ne pas seulement prendre en compte les indicateurs sociétaux tels que la démographie, le taux de criminalité ou le chômage mais d'analyser également les indicateurs individuels. Quel est le ressenti des jeunes ? Comment leurs opinions, valeurs et normes façonnent-elles leur comportement ? Bien souvent, c'est leur frustration, leur désespoir et l'absence de perspectives qui les mènent à l'extrémisme violent.

Comment les programmes de développement des aptitudes professionnelles peuvent-ils empêcher les jeunes de basculer dans l'extrémisme violent ?

Je suis convaincu que les programmes de développement des aptitudes professionnelles doivent être personnalisés, participatifs, créatifs et reposer sur une collaboration étroite avec les partenaires locaux. Il est également essentiel qu'ils s'inscrivent dans une approche plus globale qui prenne en compte le développement personnel et social. Ces programmes doivent accorder une place plus importante à la psychologie positive, celle-ci mettant l'accent davantage sur les points forts des jeunes que sur leurs faiblesses et leurs méfaits. Enfin, il nous faut suivre et évaluer rigoureusement les programmes, afin d'élargir nos connaissances et de tirer profit de nos réussites.

SAD

Marc Probst

Marc.probst@sad.ch

Directeur

links

- [SAD](#)

Les femmes, instrumentalisées dans la prévention de l'extrémisme violent ?



Participantes et participants au Forum consultatif pour les femmes sur la lutte contre l'extrémisme violent à Mogadiscio, en Somalie. Photo AMISOM / Omar Abdisalan

En 2015, l'ONU a célébré les 15 ans de la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité. Malgré d'importants progrès, la société civile a critiqué l'instrumentalisation des droits des femmes dans bon nombre de stratégies politiques internationales.

L'un des exemples de ce phénomène est le discours sur la prévention de l'extrémisme violent. Toujours en 2015, dans le cadre de cet anniversaire, l'ONU a en effet adopté la résolution 2242 qui préconise l'intégration de la problématique hommes-femmes dans la prévention de l'extrémisme violent.

Cette résolution présente les femmes comme des mères vigilantes et des expertes de leur voisinage, capables de détecter rapidement les personnes en voie de radicalisation – qu'il s'agisse de leurs propres enfants ou de ceux des voisins. Elles doivent ainsi endosser une fonction essentielle dans les stratégies de prévention en identifiant à un stade précoce les dangers présents dans leur environnement et en livrant des informations importantes sur la radicalisation des personnes.

Voilà une idée séduisante. Mais cette manière d'intégrer une perspective sexospécifique

dans la prévention de l'extrémisme violent ne conduit-elle pas à ce que les femmes, réduites à ce rôle, se sentent mises sous pression et contraintes de surveiller leur entourage ? Cela ne contribue-t-il pas, même, à renforcer des stéréotypes devant plutôt être combattus ?

Du point de vue de l'égalité des sexes, une sécurité complète impliquerait avant tout de réunir les conditions suivantes : revalorisation des quartiers, emplois pour les jeunes femmes et hommes, travail communautaire et services de santé efficaces et décentralisés. C'est le seul moyen pour que les femmes puissent assumer leur fonction de pilier dans la société. Sans investissements dans les infrastructures sociales, le rôle assigné aux femmes dans la politique de prévention de l'extrémisme violent ne sera qu'un simulacre d'égalité, une manœuvre de diversion, voire une instrumentalisation de certaines femmes au détriment de la véritable égalité des droits.

[swisspeace](#)

Annemarie Sancar

annemarie.sancar@swisspeace.ch

Senior Program Officer, Policy and Platform

[links](#)

- [Résolution 2242 du Conseil de sécurité des Nations Unies](#)
- [swisspeace : genre et promotion de la paix](#)
- [swisspeace, cfd, PWAG, Femmes pour la Paix. « Women Peace Security – reloaded ». Rapport alternatif de la société civile sur le Plan d'action national 1325 dans une perspective de genre. Juin 2016 \(en anglais\)](#)

dossier

L'entente interreligieuse pour lutter contre l'extrémisme violent



« Célébrons la diversité. » Animation de rue haute en couleurs pour la tolérance interreligieuse dans la métropole de Bandung (Java occidentale). Jakatarub/mission 21

La majeure partie de la population indonésienne est croyante. Malgré la liberté religieuse garantie par la loi, la religion est instrumentalisée par les hommes politiques et les groupes radicaux à des fins de pouvoir. Des organisations islamistes font ainsi l'apologie d'une conception fermée de la religion et de l'utilisation de la violence pour instaurer en Indonésie un État islamique appliquant la charia, au détriment des personnes de croyance et de convictions différentes. Les minorités musulmanes (ahmadis et chiïtes) sont persécutées et pourchassées, des églises établies doivent fermer leurs portes et les athées sont emprisonnés. Des groupes évangéliques souhaitant convertir les musulmans contribuent encore à renforcer la méfiance entre communautés religieuses. Les groupes extrémistes ciblent surtout les jeunes, par le biais des réseaux sociaux ou de personnes infiltrées dans les établissements scolaires et universitaires. Ils parviennent souvent à les embrigader, profitant du fait que les jeunes se cherchent encore.

Le programme de mission 21, qui réunit des partenaires musulmans et chrétiens pour la promotion de la paix via la collaboration interreligieuse, œuvre pour la prévention de l'extrémisme religieux. Des camps interreligieux permettent aux jeunes de tisser des liens de confiance et d'amitié avec des personnes de confession différente. Il se crée ainsi de solides réseaux interreligieux de jeunes adultes qui s'engagent par centaines pour la tolérance et la coexistence pacifique des religions. « Pairs éducateurs », ils organisent à leur tour des rencontres interreligieuses et parviennent à toucher un public plus large grâce à des campagnes créatives dans la rue mais aussi sur Internet. Dans de grandes villes à majorité musulmane comme Bandung et Banjarmasin, la tolérance a ainsi nettement progressé. Face à la radicalisation croissante constatée dans les écoles et les universités, la formation continue des enseignant(e)s sur la question interreligieuse va également être renforcée.

Il est intéressant d'examiner de plus près la situation en Indonésie pour en savoir plus sur la manière dont peut fonctionner la prévention de l'extrémisme violent chez les jeunes

adultes.

Mission 21

Katharina Gfeller

katharina.gfeller@mission-21.org

Responsable du programme pour l'Indonésie

links

- [Mission 21](#)
- [Présentation du projet \(en allemand\)](#)
- [Exemple d'une campagne Internet promouvant l'entente interreligieuse](#)

dossier

Une approche innovante pour prévenir l'extrémisme violent



Au Mali aussi, le GCERF accorde des fonds à des initiatives locales et citoyennes. UN Photo (fair use policy)

Le Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience (GCERF) a été créé en 2014 à l'initiative du Forum mondial de lutte contre le terrorisme. Son objectif premier est de rendre les communautés plus résilientes en distribuant de petites subventions aux initiatives locales et citoyennes visant à contrer les facteurs locaux de basculement dans l'extrémisme violent. Cette démarche est fondamentale pour trois raisons :

Premièrement, les acteurs locaux sont innovants sur la manière de prévenir et de combattre le recrutement et la radicalisation menant aux dérives extrémistes violentes. Deuxièmement, alors que ces communautés ont une bonne connaissance du contexte et des idées, il leur manque souvent les fonds nécessaires pour mettre en pratique leurs solutions innovantes et les faire durer. Troisièmement, inclure les acteurs locaux et favoriser leur résilience est un axe essentiel des efforts nationaux et internationaux visant à prévenir et à combattre l'extrémisme violent.

Du fait de sa structure de financement apolitique, indépendante et neutre, le GCERF apporte aux communautés les plus menacées un soutien complémentaire aux efforts bilatéraux des donateurs.

En 2016, le GCERF accorde des fonds à des initiatives locales et citoyennes au Bangladesh, au Mali et au Nigéria. Il subventionne plus précisément 60 initiatives portées par 52 organisations locales. Au cours des trois prochaines années, ces initiatives toucheront directement plus d'un demi-million de bénéficiaires et mobiliseront plus de 47 000 acteurs locaux du changement. Au final, plus d'un million et demi de personnes vulnérables à la radicalisation vers un extrémisme violent profiteront de ces subventions. Fort de ces réussites, le GCERF lancera des partenariats avec le Kenya, le Kosovo et le Myanmar l'an prochain afin de soutenir des initiatives similaires dans ces pays.

Prévenir l'extrémisme violent permettra de rendre les sociétés plus inclusives et pacifiques tout en favorisant la croissance économique. Pour y parvenir, la communauté internationale doit continuer à allouer des ressources au renforcement des efforts globaux et régionaux, à soutenir les stratégies nationales, à explorer des voies nouvelles pour inclure le secteur privé, et à développer au niveau local la capacité à prévenir la radicalisation et le basculement dans l'extrémisme violent.

GCERF

Dr. Khalid Koser

k.koser@gcerf.org

Executive Director

Katya Palazzolo

k.palazzolo@gcerf.org

Senior Board & External Relations Officer

links

- [Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience](#)
 - [Forum mondial de lutte contre le terrorisme](#)
-

Au-delà de l'extrémisme violent



Traiter de façon globale les transformations personnelles est crucial pour prévenir l'extrémisme violent. IAHV

Le défi que constituent la prévention et l'endigement de l'extrémisme violent ainsi que la réintégration d'anciens combattants est amplifié par la diversité des origines sociales, des processus de radicalisation et des mobiles des individus concernés. L'idéologie, les conditions socio-économiques, la diversité et la cassure culturelles, la perte d'identité et le besoin d'appartenance ou de donner un sens à sa vie font notamment partie des motifs de radicalisation.

Colère, frustration, dépression, souffrance, avidité et intolérance sont autant de facteurs psychosociaux derrière des choix de vie si destructeurs. S'ils sont intériorisés, ils occasionnent addictions, dépression et tendances suicidaires. Extériorisés, ils provoquent agressions, violence et guerres. Ne pas prendre en compte ces puissants ferments réduit l'efficacité des efforts de promotion de la paix.

Il est nécessaire de modifier les méthodes de compréhension et de gestion de l'extrémisme violent, qui résulte de sentiments résolument humains. La paix ne peut être durable tant qu'elle n'est pas intériorisée et soutenue par la société. Il est donc primordial de créer une base psychosociale solide, propice à une paix durable. Pour ce faire, traiter les transformations personnelles de manière globale est primordial, afin d'en aborder les différentes facettes, depuis la dimension physique jusqu'à l'aspect profondément existentiel, dépassant ainsi le niveau strictement cognitif.

L'IAHV (Internal Association for Human Values) est consciente de l'importance fondamentale des facteurs à la fois externes (liés à l'environnement) et internes (psychologiques) dans la prévention et l'endigement de la violence et de l'extrémisme. C'est pourquoi elle aborde les différents aspects de la transformation personnelle dans ses programmes de promotion de la paix, y compris les conséquences physiques, mentales, émotionnelles, spirituelles et interpersonnelles. L'objectif est de transformer les attitudes et les comportements des adolescent(e)s et des jeunes adultes à risque, afin qu'ils deviennent des individus productifs, responsables, sûrs d'eux et autonomes.

[International Association for Human Values](#)

Nina Noorali

nina.noorali@iahv.org

Directrice

[links](#)

- [International Association for Human Values](#)

dossier

Plan d'action de politique étrangère de la Suisse pour la prévention de l'extrémisme violent

Au cours des vingt dernières années, la communauté internationale s'est employée à lutter contre l'extrémisme violent en recourant avant tout à des mesures antiterroristes axées sur la sécurité. Toutefois, elle s'accorde de plus en plus à estimer que ces mesures n'ont pas suffi à prévenir la propagation de l'extrémisme violent. Fort de ce constat, le Secrétaire général des Nations Unies a publié en décembre 2015 un Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent, qui s'inscrit dans le cadre plus général des activités de prévention

de l'ONU.

Les États membres ont également été invités à développer des plans d'action nationaux pour la prévention de l'extrémisme violent, portant sur les éléments suivants : dialogue politique et prévention, résolution et transformation des conflits, renforcement de la bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme et de l'État de droit, implication des populations, mobilisation des jeunes, égalité des sexes et autonomisation des femmes, éducation, renforcement des compétences et facilitation de l'accès à l'emploi, communication stratégique, Internet et réseaux sociaux.

Afin de souligner la priorité qu'elle accorde à la thématique, la Suisse a développé un Plan d'action de politique étrangère pour la prévention de l'extrémisme violent, qui lui permet de soutenir ses partenaires dans leurs efforts en la matière. L'approche de la Suisse vise à remédier aux causes directes et structurelles de l'extrémisme violent, qu'elles soient politiques, sociales ou économiques, par une mobilisation de longue haleine dans des contextes de conflit armé, de transition et de fragilité.

La Suisse entend favoriser le développement de sociétés inclusives en cultivant les valeurs fondamentales que sont les droits de l'homme, la paix, la tolérance ainsi que le respect de la diversité et des principes de l'État de droit. Grâce aux efforts qu'elle déploie dans le domaine de la résolution et de la transformation des conflits, du dialogue inclusif, de la participation politique dans des environnements démocratiques pluralistes, de la lutte contre l'impunité, de la protection des droits de l'homme et de l'État de droit, mais aussi de l'amélioration de la formation et de l'emploi et de la réduction des inégalités socioéconomiques, en particulier à l'égard des jeunes et des femmes, la Suisse conforte la confiance des citoyens dans leurs institutions, ouvre de nouveaux horizons et contribue ainsi à l'élimination des facteurs sociopolitiques qui peuvent conduire à l'extrémisme violent.

Le sentiment d'exclusion (politique, sociale et économique) fait souvent partie des facteurs qui poussent certains individus et groupes vers la violence et l'extrémisme violent. La Suisse s'engage donc à faciliter des espaces de dialogue politique incluant toutes les parties prenantes – gouvernements, société civile et groupes armés – pour que les revendications légitimes puissent être formulées pacifiquement.

[Division Sécurité humaine du DFAE](#)

Carol Mottet

carol.mottet@eda.admin.ch

Senior Advisor

[links](#)

- [Plan d'action de politique étrangère de la Suisse pour la prévention de l'extrémisme violent](#)
- [Plan d'action de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent](#)

L'extrémisme violent, un défi pour les programmes de la DDC

En concentrant ses efforts sur la réduction des sources de conflits ainsi que sur le renforcement des droits humains et de la résilience des États et des sociétés en cas de crise, la DDC œuvre pour que les sociétés mettent sur pied des mécanismes de résolution des conflits pacifiques et non violents. Ses programmes contribuent donc par définition à lutter contre les principales sources de conflits sociaux et politiques et à réduire les conditions favorisant un extrémisme violent.

L'extrémisme violent inclut les crimes violents, et lutter contre ceux-ci incombe avant tout à la police, à l'armée et aux services de renseignement. La DDC ne participe pas à la lutte contre le terrorisme ; dans le cadre de la coopération internationale, on parle de prévention de l'extrémisme violent. Sa mission consiste, entre autres, à transformer les conflits et à prévenir la violence et la radicalisation à long terme. En ce qui concerne son travail opérationnel, pour des questions de sensibilité aux conflits et de sécurité, il est important de bien faire la distinction entre prévention de l'extrémisme violent et lutte contre le terrorisme. Cela s'applique également à la communication.

Grâce à son Message sur la coopération internationale 2017-2020, la Suisse dispose d'un instrument important pour faire face aux principales sources de radicalisation et de violence extrémiste par le biais de ses programmes de développement à long terme dans le domaine de la gouvernance, de la création de perspectives de formation de base et de formation professionnelle, de la création de revenus, de l'égalité des sexes ou du renforcement des droits humains. Les lignes directrices qui s'y rapportent sont évoquées dans la stratégie de la DDC en matière de consolidation de la paix et de renforcement de l'État et dans la politique de la DDC en matière de droits humains, ainsi que dans le plan d'action de politique étrangère de la Suisse pour la prévention de l'extrémisme violent.

Cet extrémisme est le symptôme d'une mauvaise gouvernance, de faits de corruption, d'une injustice vécue personnellement, d'une situation d'exclusion et d'une perte de confiance en l'État. La DDC favorise une amélioration effective de la participation aux processus politiques, économiques et sociaux et vise à ce que ses programmes trouvent encore un meilleur écho auprès des individus grâce à un dispositif de soutien psychosocial.

DDC

Barbara Affolter

barbara.affolter@eda.admin.ch

Conflict & Human Rights and South Asia Division

links

- [Stratégie de la DDC en matière de consolidation de la paix et de renforcement de l'État](#)
- [Politique de la DDC en matière de droits humains](#)

pour aller plus loin

Étude exploratoire sur la radicalisation djihadiste en Suisse

Ce rapport tente d'expliquer les processus de radicalisation djihadiste des jeunes en suisse, tant au niveau de l'individu que de la société.

L'étude montre que les débats sur l'exclusion et les structures sociales défavorisantes jouent un rôle important dans l'inféodation à des positions islamistes orientées vers la violence. Le salafisme récupère des jeunes avec des promesses d'identité et de valorisation, il fait appel à leur sentiment d'injustice et propose ainsi un autre univers de sens et de croyances.

Le rapport présente notamment le cas d'un jeune rentré de Syrie ainsi qu'une étude sur Internet mettant en évidence le schéma de recrutement par le biais de discours héroïques. Il mentionne également le rôle d'institutions publiques et d'organisations musulmanes en Suisse. Enfin, il émet diverses recommandations en matière de prévention et d'intervention, dont certaines découlent des enseignements tirés de programmes de prévention mis en œuvre dans d'autres pays européens.

links

- [Université des sciences appliquées de Zurich. Arrière-plan de la radicalisation djihadiste en Suisse. Septembre 2015](#)

pour aller plus loin

Le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent

Ce chapitre, extrait du rapport « Prévenir les conflits, transformer la justice et obtenir la paix : Étude mondiale sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des

Nations Unies », aborde principalement les conséquences de l'extrémisme violent sur la vie des femmes et des filles. Il met en lumière la manière dont l'extrémisme violent affecte les femmes et explique ce qu'elles peuvent faire pour le combattre, mais aussi comment, dans certaines situations, elles le favorisent elles-mêmes.

Les femmes qui se retrouvent liées, de près ou de loin, à la violence extrémiste, parce qu'elles ont des terroristes présumés dans leur famille ou parmi leurs connaissances, ou simplement en raison de leurs origines, ne constituent pas un groupe homogène de victimes ni de coupables. Ce serait déformer l'image et la situation réelle de ces femmes que de le prétendre. Tout l'enjeu est de comprendre dans quelles conditions ces femmes évoluent au sein des milieux extrémistes, ce qui compte pour elles dans cette situation et à quelles contraintes elles sont exposées.

Ce rapport souligne aussi la nécessité d'une observation critique par ONU Femmes des stratégies de prévention de l'extrémisme violent. Dans les résolutions internationales, les femmes risquent souvent d'être présentées de manière stéréotypée comme des mères attentives, et instrumentalisées – aux dépens des droits des femmes et de l'égalité des droits.

links

- [ONU Femmes. Lutter contre l'extrémisme violent tout en respectant les droits et l'autonomie des femmes et de leurs communautés. 2015](#)
- [Rapport complet](#)

pour aller plus loin

Les relations comme rempart contre la radicalisation : l'exemple du Kenya

Ce rapport se penche sur les résultats d'une étude de terrain qualitative identifiant les facteurs qui rendent les communautés musulmanes du Kenya, et plus particulièrement les jeunes, vulnérables à l'extrémisme violent. Dans le cadre de cette étude, 14 interviews et six discussions de groupes regroupant plus de 60 participant(e)s ont été réalisées dans six quartiers différents de Nairobi et de Mombasa.

L'hypothèse de recherche était que la capacité de résister à l'extrémisme violent repose sur trois types de relations : entre les communes et au sein de ces dernières, entre les générations et entre les citoyen(ne)s et l'État.

Le rapport se fonde sur les résultats de l'étude pour formuler des recommandations sur la manière de renforcer les relations de différents types afin d'éviter la dérive vers l'extrémisme violent. Il souligne qu'il faut avant tout consolider les relations entre les citoyen(ne)s et l'État ainsi que l'implication des individus dans les communautés.

links

- [International Alert, Kenya Muslim Youth Alliance \(KMYA\). We don't trust anyone – Strengthening relationships as the key to reducing violent extremism in Kenya. Septembre 2016 \(en anglais\)](#)

actualité

swisspeace / KOFF



Agir sans laisser d'empreinte forte – la réponse de swisspeace aux conflits violents

Dans une nouvelle vidéo, Laurent Goetschel, directeur de swisspeace, montre comment son institut aide la société civile à instaurer la confiance entre les parties au conflit et à promouvoir la paix dans les pays touchés par la guerre tels que l'Afghanistan ou la Syrie. L'approche de l'« empreinte légère » employée par swisspeace est non invasive, c'est-à-dire que les parties au conflit locales doivent trouver elles-mêmes des solutions, car ce sont elles qui devront entretenir de bonnes relations après la fin des violences. Le rôle de swisspeace est avant tout de permettre à des groupes ennemis de se rencontrer et de

fournir une plate-forme pour les négociations, tout en mettant les besoins et les intérêts des parties au conflit au cœur des préoccupations.

[links](#)

- [The Light Footprint approach to peacekeeping. Laurent Goetschel. TEDx Basel](#)

Cours « Fragility, Conflict & Statebuilding »

Les États fragiles sont un problème majeur pour nombre d'acteurs, des citoyen(ne)s d'un pays aux décideurs politiques à l'échelle mondiale. Ceux-ci sont non seulement particulièrement exposés à des conflits violents mais également tenus responsables de nombreux maux publics s'étendant au-delà de leurs frontières nationales. Si le concept de « fragilité » est ancré dans la philosophie des organismes bailleurs de fonds et des organisations humanitaires, il reste flou et alimente les discussions quant à la meilleure réaction que la communauté internationale pourrait adopter.

Les participant(e)s au cours « Fragility, Conflict & Statebuilding » tireront les leçons des liens qui existent entre les concepts de conflit violent, fragilité, promotion de la paix et renforcement de l'État et s'intéresseront aux fondements de l'État ainsi qu'à la construction de la légitimité sociale et politique. Ils étudieront les réponses internationales en matière de politique face aux zones fragiles et touchées par des conflits et réfléchiront aux méthodologies actuelles des acteurs internationaux visant à agir efficacement dans un contexte fragile.

Ce cours s'adresse aux professionnel(le)s confronté(e)s aux problèmes relatifs à la fragilité, aux conflits et au renforcement de l'État, ainsi qu'aux praticien(ne)s et universitaires intéressés par cette mise en perspective associant expériences pratiques et visions conceptuelles. Le délai d'inscription est fixé au 31 décembre 2016.

[swisspeace](#)

Ursina Bentele

ursina.bentele@swisspeace.ch

Program Officer, Training

[links](#)

- [Informations complémentaires](#)
- [Inscription jusqu'au 31 décembre 2016](#)

Lettre ouverte au nouveau Secrétaire général de l'ONU

Des membres du Mediation Support Network (MSN) ont rédigé une lettre ouverte au nouveau Secrétaire général de l'ONU qui prendra bientôt ses fonctions. Cette lettre ouverte lui demande d'assumer un rôle de leader dans la prévention, l'apaisement et la résolution des conflits violents.

Concrètement, les organisations non-gouvernementales signataires souhaitent que 1) le Secrétaire général s'engage dans la prévention des conflits, 2) qu'il offre ses bons offices de manière proactive pour jouer le rôle de médiateur dans les conflits, 3) qu'il poursuive et approfondisse la collaboration avec la société civile, et enfin 4) qu'il se prononce clairement en faveur de l'indépendance des médiateurs afin que ceux-ci puissent faire leur travail sans entraves provenant des pressions politiques.

[swisspeace](#)

Mathias Zeller

mathias.zeller@swisspeace.ch

Program Officer, Médiation

[links](#)

- [Mediation Support Network](#)
- [Texte de la lettre ouverte \(en anglais\)](#)

actualité

Organisations membres du KOFF

Mise en œuvre de l'Agenda 2030 : quel rôle pour la société civile ?

L'Agenda 2030 des Nations Unies réunit pour la première fois dans un cadre stratégique les différentes dimensions (environnementale, sociale et économique) du développement durable. Il associe les objectifs du Millénaire pour le développement aux objectifs environnementaux de la Conférence de Rio sur le développement durable, en les complétant par des objectifs sociaux et de promotion de la paix. Son caractère universel et interdisciplinaire en fait une formidable opportunité, mais aussi un défi majeur.

La Suisse a signé l'Agenda 2030 et elle s'est engagée à le mettre en œuvre. C'est dans cette optique que le KOFF, Alliance Sud, l'Union syndicale suisse et l'Alliance-Environnement ont organisé le 18 octobre 2016 une conférence visant à mieux définir et à établir le rôle de la société civile suisse dans l'application de l'Agenda 2030. L'objectif était de parvenir à

renforcer l'échange et la collaboration entre les différentes organisations de la société civile. Cette conférence a montré l'importance de nouvelles mises en réseau thématiques pour le développement durable de notre planète. Elle a permis de discuter de premières idées concrètes pour la collaboration. Une autre rencontre est prévue prochainement.

KOFF

Sidonia Gabriel

sidonia.gabriel@swisspeace.ch

Directrice du projet

Image. Pouvoir. Individu. Visions des rôles

La violence contre les femmes commence dans la tête. Les stéréotypes de genre déterminent la manière dont les femmes sont traitées. Ils contribuent au sexisme ordinaire, mais aussi à une violence structurelle, physique et psychique. Ils influent sur la manière dont nous agissons et percevons notre environnement, sans que nous en ayons toujours conscience. Ils façonnent nos représentations et l'aménagement de l'espace public, et imprègnent nos relations.

Or les rôles attribués en fonction du sexe ne correspondent pas à des réalités naturelles, mais plutôt à l'attribution politique et sociale de caractéristiques et de normes de comportement. Les individus subissent ainsi des violences lorsqu'ils ne respectent pas les normes assignées à leur sexe. Cela touche particulièrement les femmes, que leur « rôle » encourage à se montrer soumises, dépendantes et passives.

Cette année, la campagne « 16 jours contre la violence faite aux femmes » a pour thème « Image. Pouvoir. Individu. Visions des rôles » et incite chacun à réfléchir sur ses propres conceptions des rôles attribués aux deux sexes. Du 25 novembre au 10 décembre 2016, des organisations de défense des droits humains et des droits de la femme, des services spécialisés, des maisons d'accueil pour femmes, des associations d'auto-défense et des centres d'aide aux victimes uniront leurs efforts pour toucher le grand public.

cfid

Regula Brunner

regula.brunner@cfid-ch.org

Responsable communication

links

- [Informations complémentaires \(en allemand\)](#)
- [Programme de la manifestation \(en allemand\)](#)

Les jeunes et la paix, résolution 2250 du Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité le 9 décembre 2015 une résolution contraignante afin de renforcer la participation des jeunes à la construction de la paix, de mieux les protéger en cas de conflits, et de repousser ainsi l'extrémisme violent – dont ils sont trop souvent les victimes et l'instrument.

La résolution s'appuie sur un renforcement de la participation des jeunes et de leur protection, y compris par des mesures de prévention, et sur l'établissement de nouveaux partenariats en faveur de la paix, lesquels dépassent les liens entre paix et jeunesse afin de réaliser la paix de façon inclusive.

L'APRED participe à la diffusion de la résolution entre autres par la parution prochaine d'une analyse détaillée de son contenu. L'institut participe aussi au suivi de la résolution et se tient à disposition pour des informations plus détaillées.

APRED

Christophe Barbey

cb@apred.ch

Coordinateur

links

- [Le texte de la résolution 2250](#)
- [United Network of Young Peace Builders. Un outil pour mettre en œuvre la résolution 2250 \(en anglais\)](#)
- [Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse](#)
- [Résolution sur les jeunes et la paix : analyse détaillée de l'APRED](#)

actualité

Organisations internationales partenaires

Conciliation Resources

Dans son troisième rapport Accord Insight sur la transformation des relations rompues, l'organisation Conciliation Resources se penche sur l'importance de transformer certaines relations dans les processus de paix. Cette publication s'interroge sur les approches pratiques et les défis qui vont de pair avec la gestion des conséquences d'un conflit violent, notamment les activités visant à promouvoir la réconciliation, encourager la justice et surmonter le passé. Outre des points de vue et des analyses de spécialistes, ce rapport

présente quatre conflits : en Géorgie/Abkhazie, en Colombie, à Mindanao (Philippines) et en Irlande du Nord. Ces études de cas sont séquentielles, guidant le lecteur à travers les différentes étapes d'un processus de paix, et soulignent à quel point il est important de tisser de nouveaux liens dans les processus de paix, à la fois horizontalement entre les parties au conflit et les groupes de la société, et verticalement entre les citoyen(ne)s et les institutions étatiques. Ce rapport examine si les méthodes de réconciliation doivent varier en fonction des phases et des circonstances d'un processus de paix.

links

- [Conciliation Resources. Making Peace with the Past: transforming broken relationships. Accord Insight. Août 2016 \(en anglais\)](#)

Fondation Berghof

Dans certains pays, davantage de civils sont tués par des gangs armés ou des organisations criminelles que lors de combats traditionnels. Toutefois, ces poches de violence – des « guerres non déclarées » caractérisées entre autres par des violences criminelles, urbaines ou liées à des gangs ainsi que par des violences extrémistes – ont longtemps moins attiré l'attention que les conflits armés à motivation politique. Comme leurs effets deviennent plus inquiétants, notamment la déstabilisation sociopolitique qui peut causer un grand nombre de victimes, les acteurs nationaux et internationaux ont commencé à lutter contre ce phénomène. Dans « Undeclared Wars », Bernardo Arévalo de León et Ana Glenda Tager affirment que la méthodologie participative et inclusive proposée par les approches de promotion de la paix fournit une stratégie opérationnelle qui permettrait à la communauté internationale de lutter efficacement contre les problèmes de violence sociale armée. En réponse, cinq articles étudient les acteurs, facteurs et dynamiques de violence dans différents contextes et discutent des réussites et des échecs de la promotion de la paix et d'autres initiatives.

links

- [Fondation Berghof « Undeclared Wars » – Exploring a Peacebuilding Approach to Armed Social Violence. Berghof Handbook Dialogue No. 12. 2016 \(en anglais\)](#)

Prix Nobel de la paix 2016

Le prix Nobel de la paix 2016 a été attribué au président colombien Juan Manuel Santos pour ses « efforts déterminés visant à mettre fin à une guerre civile de plus de 50 ans dans son pays ». Le président colombien avait lancé les négociations qui avaient abouti à un accord de paix entre son gouvernement et les FARC. Le comité Nobel norvégien souligne l'importance du fait que le président colombien invite maintenant toutes les parties à s'engager dans un dialogue national de grande ampleur afin de faire avancer le processus de paix. Même ceux qui se sont opposés à l'accord de paix ont salué cette initiative.

[links](#)

- [Écoutez l'interview de Laurent Goetschel à ce sujet \(en suisse allemand\)](#)

calendrier

Événements

1er novembre 2016

Bâle, Suisse

[Oser la paix – la Colombie après 50 ans de guerre civile](#)

Dernière date de la série d'événements organisés par le Programme suisse de promotion de la paix en Colombie « Semillas de Esperanza ». Durant cette table ronde, Luz E. Romero et Ricardo Esquivia, deux représentants d'organisations colombiennes, s'exprimeront sur les défis attendant leur pays après la signature des accords de paix et le « non » au référendum. La rencontre se déroulera en espagnol avec interprétation simultanée en allemand.

[Informations complémentaires](#)

[Contact](#)

3 novembre 2016

Berne, Suisse

[Table ronde sur l'art et la promotion de la paix](#)

Le KOFF organise en partenariat avec l'organisation artasfoundation une table ronde sur l'art et la promotion de la paix en contexte fragile et de conflit. Avec la participation de Meret Schleger, Vesna Matovic (International Alert) et Dagmar Reichert (artasfoundation).

[Informations complémentaires](#)

Du 7 au 11 novembre 2016

Genève, Suisse

[Geneva Peace Week](#)

La plateforme de Genève pour la consolidation de la paix organise pour la troisième fois consécutive la Geneva Peace Week. 52 événements autour de la promotion de la paix auront lieu tout au long de la semaine à Genève.

[Programme](#)

24 novembre 2016

Berne, Suisse

[Table ronde sur le traité sur le commerce des armes et le contrôle des exportations](#)

Le KOFF organise en coopération avec Amnesty International Suisse une table ronde sur le traité sur le commerce des armes et le contrôle des exportations d'armes en Suisse.

[Informations complémentaires](#)

Du 25 novembre au 10 décembre 2016

Partout en Suisse

[16 jours contre la violence faite aux femmes](#)

Cette année, la série d'événements organisés par le cfd est consacrée aux stéréotypes liés aux sexes et à leurs répercussions dans nos relations, le monde du travail, à l'école et dans la sphère privée. Flashmobs, conférences, films et expositions seront organisés partout en Suisse. Dans le cadre de cette série d'événements, le KOFF organise le 1er décembre une table ronde sur la situation des femmes en Israël et Palestine. Avec la participation de Rafah Anabtawi, représentante de l'ONG Kayan Feminist Organization.

[Programme](#)

Jusqu'au 30 novembre 2016

Cambridge, États-Unis

[Poste de directeur exécutif au CDA - Collaborative Learning Projects](#)

CDA – Collaborative Learning Projects est actuellement à la recherche d'un nouveau directeur exécutif. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 30 novembre 2016.

[Informations complémentaires](#)

Jusqu'au 30 novembre 2016

Bâle, Suisse

[Inscription à la formation de swisspeace sur les théories du changement en contexte fragile](#)

La formation de swisspeace sur les théories du changement en contexte fragile explique comment créer de « bonnes » théories du changement qui aideront les professionnel(le)s à acquérir une compréhension approfondie de leurs programmes et des effets de ces derniers. Elle aura lieu du 1er au 3 février 2017.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 30 novembre 2016](#)

Jusqu'au 30 novembre 2016

Bâle, Suisse

[Inscription au cours de swisspeace «National Dialogue & Peace Mediation»](#)

Le cours « National Dialogue & Peace Mediation » organisé par swisspeace et la Fondation Berghof permet de mieux comprendre, concevoir et favoriser les processus de dialogue national. Il fournit également une formation pratique d'amélioration des compétences de dialogue et de médiation et offre une réflexion critique sur les enseignements pouvant être tirés de cas précédents. Le cours aura lieu du 13 au 17 février 2017.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 30 novembre 2016](#)

Jusqu'au 31 décembre 2016

Bâle, Suisse

[Inscription au cours de swisspeace « Fragility, Conflict & Statebuliding »](#)

Les États fragiles sont un grand sujet de préoccupation pour la communauté internationale. Mais qu'est précisément la « fragilité » d'un État ? Le cours de swisspeace « Fragility, Conflict & Statebuilding » porte sur les défis conceptuels, politiques et opérationnels liés au renforcement de l'État dans les contextes fragiles et touchés par les conflits. Il aura lieu du 13 au 17 mars 2017.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 31 décembre 2016](#)

Du 27 au 28 janvier 2017

Bâle, Suisse

[Bloc thématique du CAS : « Dealing with the Past »](#)

Du 27 au 28 janvier 2017 aura lieu le bloc thématique « Dealing with the Past » organisé dans le cadre du cours annuel de swisspeace en promotion civile de la paix 2016/2017 (CAS).

[Informations complémentaires](#)

Du 24 au 25 février 2017

Bâle, Suisse

[Bloc thématique du CAS : « Peace Mediation »](#)

Du 24 au 25 février 2017 aura lieu le bloc thématique « Peace Mediation » organisé dans le

cadre du cours annuel de swisspeace en promotion civile de la paix 2016/2017 (CAS).

[Informations complémentaires](#)

Jusqu'au 28 février 2017

Bâle, Suisse

[Inscription au cours de swisspeace « Conflict Prevention »](#)

Le cours de swisspeace sur la prévention des conflits englobe une analyse des principales découvertes universitaires sur la prévention des conflits, un récapitulatif des efforts actuellement menés dans le domaine ainsi qu'une vue d'ensemble des méthodes pouvant être employées pour améliorer la prévention et la détection précoce des conflits. Il aura lieu du 3 au 5 mai 2017.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 28 février 2017](#)

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur KOFF de swisspeace
Contact Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern,
Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction Marie Seidel, Stephan Kyburz
Mise en page Liliana Rossier
Traduction Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich
Couverture Des voitures calcinées se trouvent près du restaurant de Mogadiscio (Somalie) où le groupe extrémiste Al Shabaab a commis une double attaque suicide. Septembre 2013. AU-UN IST PHOTO / STUART PRICE

KOFF

Kompetenzzentrum Friedensförderung
Centre pour la promotion de la paix
Centre for Peacebuilding

Le KOFF est un réseau d'échange et de dialogue animé par swisspeace. Il est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

Action de Carême	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
Alliance Sud	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
Appel de Genève	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
APRED	Green Cross Suisse	Société pour les peuples menacés
artasfoundation	Groupe pour une Suisse sans armée	Solidar Suisse
Baha'i	HELVETAS Swiss Intercooperation	SOS Village d'enfants
Brücke · Le pont	IAMANEH Suisse	Stiftung für Integrale
Caritas Suisse	ICP	Friedensförderung
cfd	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
Conseil suisse pour la paix	Interpeace	SWISSAID
Croix-Rouge Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	Terre des Femmes Suisse
DCAF	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Eirene Suisse	MIR Suisse	World Vision Suisse
Entraide Protestante Suisse	mission 21	
Femmes de Paix Autour du Monde	miva – transporte l'aide	
Femmes pour la Paix Suisse	Organisation suisse d'aide aux réfugiés	
Fondation Caux – Initiatives et changement	Palmyrah	
Fondation Hironnelle		